

EDITORIAL



Par
Gwendal Rouillard
Premier Secrétaire fédéral

La démocratie au Liban

L'assassinat lundi dernier de Gebran Tueini - député élu sur la liste de Saad Hariri et directeur du journal *Al Nahar* - ne restera pas sans conséquences. Le Premier ministre libanais, plusieurs membres de la majorité dont Walid Joumblatt - leader du Parti socialiste progressiste, et des centaines de milliers de citoyens exigent d'ores et déjà l'élargissement de l'enquête internationale de l'ONU (assassinat de Rafic Hariri).

Dans un tel contexte, seules deux hypothèses demeurent aujourd'hui : soit la majorité au Parlement prend complètement et rapidement le pouvoir (en obtenant le départ du président pro-syrien Emile Lahoud et la fin de Bachar El-Assad à Damas), soit le régime syrien résiste durablement aux pressions régionales et internationales (en maintenant notamment un système de sécurité au Liban).

Pour permettre la démocratie et la paix au Liban, les membres de la nouvelle majorité parlementaire - PSP, Parti du Futur, Gauche démocratique, Renouveau démocratique, Bloc national, Parti des Kataeb, Forces libanaises - doivent ainsi réunir plusieurs conditions déterminantes :

- Obtenir le départ définitif de la Syrie : après 30 années de présence au Liban (arrivée au début de la guerre civile en 1976 à la demande du parti Kataeb), une très large partie de la population exige désormais une souveraineté pleine et entière. L'ONU, à l'initiative de la France et des Etats-Unis, doit amplifier sa pression et son soutien au mouvement démocratique.

- Partager les responsabilités entre les acteurs : la majorité, en cas de victoire définitive sur la Syrie, doit proposer et appliquer un projet politique rassembleur (par exemple sur l'avenir de l'Université libanaise). Tout en construisant une société sécularisée, elle devra associer d'une manière ou d'autre le parti Hezbollah qui représente 800 000 chiïtes sur 3,8 millions d'habitants (avec démilitarisation)

- Créer un statut du citoyen palestinien au Liban : sans remettre en cause le droit au retour des réfugiés en Palestine (négociation avec Israël), une majorité de pleine exercice doit permettre la reconnaissance d'un tel statut. Pour Walid Joumblatt, le processus pourrait être le suivant : vote d'une loi interdisant les naturalisations pendant 10 ans (pour rassurer les chrétiens inquiets des équilibres démographiques), installation officielle de l'Autorité palestinienne à Beyrouth et délivrance par ses services de papiers d'identité reconnus par l'Etat libanais. Ce dernier pourrait donc exiger le désarmement des camps ; les Palestiniens, quant à eux, pourraient enfin avoir accès à l'emploi, à l'éducation et aux soins.

Avec de telles perspectives, l'engagement des socialistes français aux côtés des forces progressistes est plus que jamais important. La clarté de nos positions et la force de notre présence diplomatique doivent, de cette manière, participer à l'émergence d'une nouvelle démocratie dans le monde.

Enfin, à notre modeste niveau, je proposerai aux instances fédérales d'organiser au printemps une journée internationale sur le Proche-Orient, toujours en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès.

Liban Un avenir incertain

Dans le cadre du partenariat avec la Fondation Jean Jaurès, Gwendal Rouillard s'est déplacé au Liban, du 10 au 13 décembre. Dans un contexte marqué par l'assassinat du député et journaliste Gebran Tueini, il a rencontré plusieurs acteurs libanais et palestiniens à Beyrouth, Saïda et Tyr. L'occasion d'échanger sur l'avenir du Parti socialiste en France et sur les perspectives démocratiques au Liban. Le Rappel retrace quelques moments de ce déplacement au Proche-Orient.

L'engagement des jeunes pour la Démocratie

Lors d'un séminaire de deux jours, le secteur international de la Fondation Jean Jaurès - par l'intermédiaire d'Alain Chenal et Joseph Tohmé - a rassemblé les principaux représentants des organisations politiques de jeunesse libanaises : Parti socialiste progressiste de Walid Joumblatt, Parti du Futur de Saad Hariri, Parti de la Gauche démocratique, Parti national libre de Camille Chamoun, Bloc national de Raymond Heddé, Parti des Kataeb de Pierre Gemayel et les Forces libanaises de Samir Geagea.

Les jeunes militants se sont félicités d'avoir participé activement au mouvement dit "du 14 mars", qui a contribué en partie au retrait de la Syrie du Liban (avril 2005). Dans le même esprit, ils ont exprimé leur volonté de construire ensemble une société démocratique. Malgré un passé douloureux (la guerre civile a fait 150 000 morts entre 1975 et 1990), ils aspirent à dépasser - au moins en partie - leurs appartenances communautaires et religieuses. Dans un pays qui rassemble 18 confessions, les socialistes - notamment - militent en faveur d'un régime laïque permettant une



Joseph Tohmé, Mohammed Al-Joumaa - Directeur du centre socio-culturel au camp palestinien de Bourj-Al-Chamali, Gwendal Rouillard et le responsable de la cellule Internet du centre socio-culturel.

coexistence pacifiée.

En conclusion du séminaire, Gwendal Rouillard les a invités à élaborer un projet rassembleur qui réponde concrètement aux attentes de la population et des jeunes : emploi, éducation (rôle de l'Université libanaise), logement, protection sociale, etc.



Un groupe d'enfants dans le camp de réfugiés palestiniens de Bourj-Al-Chamali.

Visite au camp de réfugiés palestiniens de Bourj-Al-Chamali (Tyr - sud Liban)

Quelques minutes après l'assassinat du député Gebran Tueini, Gwendal Rouillard et Joseph Tohmé ont visité le centre *Les Jardins de la Paix* à Saïda (centre éducatif pour jeunes déficients mentaux) et le camp de réfugiés palestiniens de Bourj-Al-Chamali. Ils ont notamment revu Mohammed Al-Joumaa - Directeur du centre socio-culturel au camp et responsable du groupe Guirab, qui s'est produit l'été dernier au Festival interceltique de Lorient. (*Rappel* du 1/09/05)

Sur 150 000 Palestiniens habitant au Liban, 10 000 personnes survivent dans cette enclave proche de la frontière israélienne. Malgré l'engagement de l'ONU et des progressistes libanais, la misère permet au Jihad islamique de prospérer au détriment du Fatah créé par Yasser Arafat. Cette jeunesse palestinienne attend donc avec impatience la reconnaissance d'un statut de citoyen à part entière par l'Etat libanais. (cf. édito)

Pour plus d'infos :

www.localiban.org/
Site internet du centre culturel : www.socialcare.org/

Fête du Nouvel An de la Fédération

Samedi 21 janvier 2006

A partir de 18h30 à Lorient au Palais des Congrès

Interventions politiques et dîner dansant

Un courrier d'inscription sera adressé à tous les adhérents début janvier.

Renouvellement des instances fédérales

Le Conseil fédéral, réuni le 7 décembre, a procédé à la nomination des membres du Bureau fédéral et des membres du bureau du BREIS :

Bureau fédéral

Marylou Chappé (Lorient)
Alain L'Hénoret (Lanester) - T
Monique Danion (La Vraie Croix) - T
Loïc Le Meur (Ploemeur)
Odette Herviaux (La Croix Helléan) - T
Nicolas Le Quintrec (Vannes) - T
Nathalie Le Magueresse (Locmiquélic) - T
Paul Paboeuf (Questembert) - T
Geneviève Noblet (Camoël)
Yves Péran (Inzinzac-Lochrist)
Gwennan Melscoët (MJS 56)
Gwendal Rouillard (Lorient) - T
NPS : Emmanuelle Bénard (Lorient) - T
NPS : Bruno Troalen (Gourin)

Bureau du BREIS

Membres de droit

Gwendal Rouillard - Premier SF
Jean-Yves Le Drian - Pdt de Région

Titulaires

Monique Danion (La Vraie Croix)
Odette Herviaux (La Croix Helléan)
Alain L'Hénoret (Lanester)
Paul Paboeuf (Questembert)

Suppléants

Gildas Dréan (Vannes)
Marie Guitton (Aray)
Béatrice Le Marre (Ploërmel)
Robert Ulliac (Gourin)

Les membres du **Secrétariat fédéral** seront présentés - assortis de leurs attributions - en janvier.

Organisation de la Fédération

Pour des raisons d'organisation, le siège de la Fédération à Lorient sera fermé du lundi 19 décembre au mardi 3 janvier.

Par ailleurs, le Rappel fait une pause durant les fêtes : ce numéro est le dernier de l'année ; le prochain numéro paraîtra le jeudi 12 janvier.

Joyeuses Fêtes

Les permanents de la Fédération vous souhaitent de bonnes fêtes de fin d'année et vous adressent leurs meilleurs vœux pour 2006.

Michelle et Tugdual

ACTUALITÉS DÉPARTEMENTALES

Séminaire de l'IUP "Politiques sociales et Santé publique" à l'UBS de Lorient

Les 60 ans de la Sécurité sociale

L'Université de Bretagne Sud a organisé un séminaire, les 8 et 9 décembre, pour célébrer les 60 ans de la Sécurité sociale. L'occasion de retracer, avec des spécialistes, l'histoire de la Sécu mais également d'ouvrir des perspectives au regard de l'actuelle remise en cause de notre modèle d'Etat-providence. Nicolas Le Quintrec était invité à la première journée pour représenter le Parti socialiste.



Le Secrétaire fédéral et secrétaire de section de Vannes est intervenu pour rappeler la nécessité de redonner du sens à la Sécurité sociale. "Invention géniale", la conquête historique de la Sécu, instituée en 1945, a été le fruit d'une ambition collective basée sur des principes fondamentaux de solidarité et d'universalisme, et calquée sur la société du travail. Face à la crise budgétaire que connaît aujourd'hui la Sécu, il a insisté sur la nécessité de dégager des solutions pour préserver ce "bien commun", en agissant sur le

déficit : "laisser filer le déficit, c'est à terme condamner la Sécurité sociale. C'est aussi faire le jeu des stratégies de la privatisation, des assurances commerciales."

En ce sens, il a dénoncé les réformes de la droite qui génèrent de réelles inégalités et remettent en cause les valeurs fondatrices de la Sécu, notamment à travers la création de la franchise de 18 euros sur les actes médicaux lourds. Il a opposé à ces réformes les pistes de réflexion avancées dans le texte de la synthèse issue du Congrès du Mans. Il devient en effet impératif de rechercher de nouveaux équilibres entre fiscalité et cotisation par la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG, par le transfert d'une

partie des cotisations patronales sur la valeur ajoutée des entreprises. L'idée d'un Contrat social proposé pour 2007 permettrait en outre de développer une politique globale en matière de protection sociale à travers les trois volets : assurance maladie (organisation de l'offre, pilotage, évaluation...) retraite (système par répartition, fonds de réserve et indexation sur les salaires), famille (création d'un service public de la petite enfance...). Il s'agit de consolider le modèle social par une plus grande sécurité des parcours professionnels, la promotion d'une "société providence" et, plus globalement, l'élaboration d'un traité social européen.

Session d'orientation budgétaire du Conseil général - 29 et 30 novembre 2005

Un débat budgétaire tout en nuance !

Hervé Pellois - Président du groupe de Gauche du Conseil Général - a abordé cette session en pointant le contexte particulier dans lequel elle s'est déroulée : "Le projet de loi finances pour 2006 comporte une série de dispositions qui vont accroître les difficultés des collectivités locales et notamment les Départements... Les recettes sont de plus en plus amputées et notre autonomie financière remise en cause (...) La réforme de la taxe professionnelle va entraîner en 2006 une perte de recettes de 176 millions d'euros pour les Départements".

Il a listé les mesures que le Conseil général va devoir prendre en charge sans les moyens promis à l'origine par l'Etat : le RMI/RMA, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, la prestation aux personnes handicapées, la maison du handicap : "Le respect de nos obligations de financement vis à vis de ces dispositifs relève de notre responsabilité. Mais il est aussi primordial d'investir dans une politique sociale innovante, de concertation, coordonnée et adaptée aux besoins de notre département".

Rappelant que la politique sociale est la première compétence du Conseil général, Hervé Pellois a proposé les pistes de réflexions du groupe de gauche autour de plusieurs axes dont :

Une politique en direction des personnes âgées

Le point important soulevé actuellement est celui de l'insuffisance de pilotage dans les problèmes de dépendance : "Nous devons prévoir

et imaginer les attentes de demain. Nous devons mettre en œuvre une politique de terrain dans le domaine du suivi social, de l'insertion favorisant les partenariats, l'écoute. Nous devons soutenir les associations qui jouent un rôle irremplaçable dans le domaine de la cohésion sociale".

Une politique de développement économique qui favorise l'emploi

"Le chômage paraît reculer sur un plan national, mais les premières études nous informent que l'effectif salarié dans les secteurs marchands ne progresse pas. Le contrat nouvelle embauche n'a pas permis de dynamiser l'emploi. Il remplace dans les faits les contrats à durée déterminée et les missions d'intérim. Nous demandons la mise en place de "contrats de garantie" pour les entreprises qui empochent les aides et ne respectent pas leurs engagements".

Le développement durable ne se décrète pas il se construit !

Hervé Pellois a souligné combien la politique de la majorité accorde peu d'importance sur le développement durable. Il déplore le manque de propositions d'actions illustrant les grandes orientations préconisées par le Président. "Seul le document touristique aborde ce développement sous l'angle durable". Le Président du groupe de gauche a ainsi très clairement communiqué la position des 15 conseillers généraux de gauche sur ce dossier : "Une démarche de développement durable engage les collectivités à

favoriser la participation de la population, des professionnels de la collectivité et des acteurs du territoire pendant les phases d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des projets (...) Les enjeux du territoire sont mis en évidence par une étude croisée économique, sociale, culturelle et environnementale. Le fonctionnement des services doit s'adapter à un échange transversal des informations. (...) L'Agenda 21, outil de mise en œuvre sur un territoire, est tout sauf un discours ! Fruit d'une vision partagée du territoire, il doit être un outil d'élaboration des programmes d'actions. (...) De même sur le terme de cohérence territoriale, nous envisagerions plutôt un partage des territoires permettant une action efficace du Département en cohérence d'un territoire à l'autre. (...)".

Les Morbihannaises et les Morbihannais au cœur de nos politiques

Hervé Pellois a conclu son propos en pointant l'aspect important que revêt la communication du rôle et des actions menées par le Département. A ce constat, il a rajouté toute l'attention que le Département se doit d'avoir pour privilégier une plus grande présence territoriale et une proximité des services. "Des maisons du Département qui seraient des antennes sur le territoire permettraient d'être plus proche de la population. Soyons attentifs à ne pas trop centraliser les services que nous développons et rester au plus près de nos citoyens".

DÉMOCRATIE ET PROJETS 56

Les élus socialistes et républicains dénoncent la politique fiscale du gouvernement

L'union départementale des élus socialistes et républicains, Démocratie et Projets 56, s'est réunie à Saint-Jean de Villenard (Ploërmel), dans l'ancienne école où est née notre camarade Béatrice Le Marre. La conseillère générale du canton de Ploërmel s'est félicitée d'accueillir l'association dans une zone du Morbihan où nos idées et nos valeurs sont de mieux en mieux reconnues.



Gwendal Rouillard, Odette Herviaux, Paul Paboeuf, Béatrice Le Marre, Guy Juhier et Hervé Pellois, à l'issue de l'AG de DP56.

Paul Paboeuf, président de Démocratie et Projets 56 a présenté le rapport d'activité et le rapport financier et les perspectives pour l'année à venir avant de donner la parole à Guy Juhier, conseiller général maire d'Acigné, vice-président de Rennes Métropole en charge des finances.

L'année passée devait être consacrée principalement à la réflexion des élus sur le projet 2007, mais la campagne du référendum puis la préparation du congrès ont mobili-

sé les militants et les sympathisants. Cependant, la voix des élus de gauche a pu se faire entendre au congrès des maires du Morbihan, puis au congrès des maires de France par les votes directs ou par procuration. Nos représentants ont approuvé le rapport d'André Laignel, accablant pour le gouvernement. Sur le plan financier, le soutien de la Fédération du PS a permis de donner plus de visibilité à DP 56 qui est en situation comptable satisfaisante, ce qui va permettre de régulariser les liens avec la Fédération Nationale des Elus Socialistes et Républicains.

Pour l'année qui vient, les objectifs sont de renforcer le rayonnement de DP56 en étendant le réseau de sympathisants mais aussi de s'adresser à ceux et celles qui se préparent aux prochaines échéances de 2007 et 2008. Ce qui impliquera un travail de repérage puis d'information et de formation. Pour avoir un meilleur contact avec les élus, l'association s'est engagée vers une organisation par pays.

Mais Démocratie et Projets s'engage aussi à participer à l'élaboration du projet de la gauche pour les échéances de 2007 et de 2008.

En deuxième partie, Guy Juhier, qui est aussi président de l'UDESER d'Ille-et-Vilaine, a exposé les principes qui donnent du sens à la fiscalité avant d'examiner les décisions du gouvernement actuel et leurs conséquences sur nos collectivités. Pour prendre deux exemples, le "bouclier fiscal" revient à nous faire payer la réduction de l'ISF, et la réforme de la TP (Taxe Professionnelle), en fixant le plafond à 3,5% de la valeur ajoutée, réduit à néant toute possibilité d'évolution des recettes de cet impôt. Odette Herviaux, sénatrice et vice-présidente de la Région Bretagne, a donné quelques indicateurs chiffrés : pour la plupart des communautés, le plafonnement de la TP va concerner plus de 50 % des bases de TP ! Voilà le genre d'information que Démocratie et Projets doit relayer auprès de tous les élus.

Section de Vannes

La section de Vannes et les élus vous invitent à la soirée de présentation des vœux 2006, suivie du pot du nouvel an, le :

**Lundi 9 janvier 2006
à 18h45**

**au Palais des Arts et des
Congrès de Vannes**

Projet 2007-2008

La Fédération et la section de Vannes, vous invitent au lancement des thématiques préparatoires aux programmes législatifs et municipaux, par une rencontre militante sur le thème :

Comment contribuer localement à un développement international partagé ?

Avec Gwendal Rouillard, Premier Secrétaire fédéral et Simon Uzenat, le :

**Lundi 9 janvier 2006
à 20h15**

Palais des Arts de Vannes

Congrès du MJS : paroles de militants

"Ma première participation au congrès national du MJS à Paris fut une expérience très enrichissante et formatrice. Cependant, certaines pratiques et attitudes de quelques camarades me laissent très perplexe quant à l'avenir du MJS. Certes un congrès est un lieu de débats et de confrontations idéologiques, où se dessinent une majorité et une minorité. Il n'en demeure pas moins qu'il tient à chacun d'entre nous de faire valoir son orientation, sans tomber dans des paroles ou des manœuvres offensantes vis à vis des camarades soutenant une autre motion. Si nous souhaitons que le MJS, soit une organisation crédible au regard de ses futurs militants, sachons nous respecter les uns les autres."

Sylvia Noblanc

"Au MJS : tout est joué d'avance... Pour moi la démocratie est une chose normale, évidente. Par contre au sein du MJS, j'ai quelques doutes. En effet, le vote du président du MJS, lors de ce congrès, est très litigieux : absence d'isoloir. Lors de ce week-end, j'ai eu l'impression d'assister à une grande messe de Nouvelle Gauche. Finalement, du national, je n'attends pas grand chose. C'est à nous, au niveau de la fédération, de nous retrousser les manches, pour faire avancer les choses."

Guillaume Kerric



**7^{ème} Congrès du Mouvement des Jeunes Socialistes
9-10-11 décembre - Paris**

Changeons d'avenir, le combat d'une génération

Les jeunes socialistes se réunissaient le week-end dernier à Paris pour définir leur ligne politique et les membres des instances nationales. 4 militants morbihannais représentaient la fédération : Gwennan Melscoët, déléguée, Guillaume Kerric, délégué, Sylvia Noblanc, invitée, et Maxime Picard, invité pour exprimer ses adieux en qualité d'ancien responsable national.

La 1ère phase de ce congrès était la rédaction, puis les débats et amendements dans les fédérations, du texte d'orientation. Ce texte unique est contesté depuis son origine. Il n'est en effet pas équitable pour les groupes minoritaires puisque les militants, invités à participer à la rédaction de ce texte dans les fédérations, co-écrivent en fait la motion du courant Nouvelle Gauche et de ses alliés.

Début octobre, la centralisation des cartes a permis l'invalidation de quelques cartes. L'organisation assume ainsi pour la première fois une baisse du nombre d'adhérents officiels. A l'issue de cette phase préliminaire, des groupes minoritaires proches de Laurent Fabius ont décidé de se retirer du Congrès national.

La période de débats et de votes dans les fédérations a été pour le moins contrastée. L'accueil des représentants de motions minori-

taires aura été convivial. Quant aux votes, leur fiabilité dépend de la présence de minoritaires. Sans contrôle de vote, on peut atteindre 100% de votants sur un total de plus de 250 inscrits ; dans une autre fédération, cette fois contrôlée, on compte difficilement 10 votants sur 115 inscrits. A signaler que seule la majorité de la direction nationale détient à ce jour, éventuellement, les résultats détaillés par fédération.

Les délégués du Congrès ont ensuite élu Razyze Hammadi Président du MJS avec 92% des voix. Les délégués ont voté sans isoloir, cochant les cases du bulletin devant les organisateurs et devant une caméra...

La ligne politique déterminée à l'issue de ce congrès paraît à la fois consensuelle et floue. Nouvelle Gauche semble avoir renoncé à son discours radical du congrès précédent au nom de la synthèse fonctionnelle qu'impose l'échéance présidentielle. Cela ne va pas sans

poser de problème quant à la cohérence de l'ensemble.

Le MJS est sur la voie de l'unité et il nous reste 18 mois pour être en ordre de bataille pour réussir à convaincre la jeunesse de la cohérence du projet socialiste.

**Gwennan Melscoët
Animatrice Fédérale
Porte-Parole Motion C**

Résultats du Congrès

Motion A : Nouvelle Gauche et Alternative Socialiste : 72% (2900 voix)

Motion B : Convergences Réformistes : 15,3% (600 voix)

Motion C : Erasme, Justice, Gauche Socialiste et Utopia : 12,7% (500 voix)

Dans le Morbihan :

Motion A : 1 soit 5,56%

Motion B : 4 soit 22,22%

Motion C : 13 soit 72,22%

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Lundi 9 janvier - Vannes

Voeux de la section
Réunion Projet 2007 sur la question internationale

Actualité

Vilains copieurs

Non seulement la droite au pouvoir est nulle, mais en plus, comme elle n'a pas d'idées hormis mettre la France à feu et à sang en dressant nos concitoyens les uns contre les autres, elle pille sans vergogne le programme des socialistes comme la "sécurité sociale professionnelle". On a l'habitude que la droite nous vole les mots et les concepts, mais comme elle n'y met jamais ni les contenus ni, surtout, les financements, je ne saurais trop conseiller à nos compatriotes d'y réfléchir à deux fois avant de voter pour elle la prochaine fois.

En dehors de ce copiage effronté, il faut bien dire que le Premier ministre De Villepin n'a pas proposé grand-chose aux organisations syndicales qui attendaient plutôt un peu plus de pouvoir d'achat pour les salariés et un peu plus de considération pour les plus défavorisés de nos compatriotes. Il est vrai que la guéguerre engagée entre les chiraquiens et les sarkozistes accapare beaucoup de temps et d'énergie et qu'il ne leur en reste pas beaucoup pour se pencher sur les malheurs des Français. Tout est bon pour se démarquer entre les deux frères ennemis de l'UMP. Sarkozy fait dans la provocation, au risque de voir flamber les banlieues et accentuer un communautarisme qui n'en a pas besoin. De Villepin joue la carte de consensus en dénonçant les écarts de son petit camarade, tout en continuant allègrement à détruire le lien social existant entre nos concitoyens.

Je ne m'immiscerai pas dans les querelles des deux prétendants au trône du calife, mais je trouve que les Français, dans les sondages, se laissent prendre un peu trop facilement aux tartarinades du ministre de l'Intérieur qui fait feu de tous bois pour les convaincre. Français je vous le dis, cet homme est dangereux et les idées qu'il professe aussi. La politique pour ces gens ce n'est que de la poudre aux yeux, des promesses toujours des promesses. Il est dommage que nous devons attendre encore 15 mois avant les prochaines élections car les duettistes, je devrais dire les duellistes, vont encore aggraver la situation politique et sociale du pays qui n'en a pas franchement besoin.

Bonne fêtes de fin d'année et bonne et heureuse année 2006.

Le Cormoran

CENTENAIRE DE LA LOI DE 1905

Laïcité Un trésor à sauvegarder !

En rassemblant plus de cent personnes à la salle Jean Vilar, la Fédération et la section de Lanester ont célébré le centenaire de la Loi de 1905. Existe t-il quelque chose de plus passionnant que d'interroger le passé, afin de mieux comprendre le présent, et pouvoir anticiper l'avenir ? Surtout quand l'un des biens précieux de la République semble en mesure d'être dévalisé, pillé, vidé de ses contenus, par le pouvoir en place.

A ce jeu François Chappé et Bernard Poignant se sont révélés aussi bons érudits qu'orateurs. Pour le premier, avoir pu retracer en quarante minutes, l'histoire de vingt et un siècles et plus de laïcité, fut une véritable performance. Avec une rigueur méthodologique, où la définition des concepts n'est déjà pas des plus aisées, et une volonté de se mettre à la portée de tous, François a su convaincre son auditoire. "La problématique de la laïcité est toujours la même ! En résumé, il s'agit de définir la place du sacré et du profane, des pouvoirs politiques et spirituels dans une société donnée à un moment donné de son histoire !" La question est toujours d'actualité parce que tout simplement la société est toujours en mouvement.



De gauche à droite : François Chappé, Bernard Poignant, Gwendal Rouillard et Jean-Marc Paous.

laïcité, une "religion bien française", comme le titrait d'ailleurs le journal Le Monde.

"Nos voisins y voient surtout les exceptions ! D'abord nous siégeons à Strasbourg, au coeur d'une Alsace où la loi de 1905 ne s'applique pas !" Et pour simplifier, l'Alsace et la Lorraine ne sont pas

les seules régions concernées : en Guyane, à Mayotte, à Wallis et Futuna, il existe d'autres législations qui sont autant d'exceptions au principe de séparation des Eglises et de l'Etat. La question de la laïcité est récurrente et à tous les niveaux. Bernard a rappelé celles qui furent liées à la rédaction du projet de constitution euro-

péenne. Pour la commission Stasi, la laïcité est "la pierre angulaire du pacte républicain qui repose sur trois valeurs indissociables : liberté de conscience, égalité en droit

des options spirituelles et religieuses, neutralité du pouvoir politique". Toucher à la laïcité c'est donc risquer l'effondrement de l'édifice France.

Depuis 1905, notre société a changé. La position des religions aussi. L'article 2 de la loi de 1905 qui précise que "la République ne reconnaît, ne salarie, ne subventionne aucun culte" ne s'applique pas partout et de la même manière. Et c'est là

que se situe le véritable enjeu politique. Sarkozy voudrait la réformer afin de permettre à l'Etat de financer de nouveaux lieux de cultes, adaptés aux nouvelles pratiques religieuses. Avant de devenir ministre des Universités, François Goulard voulait réformer la loi Falloux afin de pouvoir financer les écoles privées. Le jour même de l'anniversaire de la loi de 1905, l'un des services de l'Etat du département du Morbihan, organisait une réunion avec tous les partenaires de la prévention dans les locaux de l'enseignement diocésain. Quelles sont les limites de la laïcité ? Que doit t-on faire pour la faire respecter ? En introduction Gwendal Roillard avait posé les enjeux politiques de la laïcité, colonne vertébrale du "Vivre ensemble". Cette soirée, l'acte d'une véritable université populaire, a permis d'en aborder quelques aspects. Merci aussi à nos amis de la Ligue de l'Enseignement pour avoir mis à notre disposition une exposition très pédagogique, qui complétait à merveille les propos des intervenants, ainsi que la qualité des questions posées.

Jean Marc Paous



Une centaine de personnes, adhérents et sympathisants, sont venus assister à la conférence sur la Laïcité à Lanester.

Le sillon était tracé. Bernard Poignant n'avait plus qu'à poursuivre, avec son expérience de député socialiste européen, et de témoigner de la manière dont ses homologues du Parlement voient la

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel du Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan



Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappeldumorbihan@wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr
Espace "Fédération" du site Internet : www.parti-socialiste.fr/federation.php